

cette statistique. Ces chiffres sont vérifiés et exacts.

M. EDWARDS: Pardon. Mon collègue a-t-il sous les yeux la statistique des importations d'animaux et de leurs produits, figurant sur la liste en regard des exportations de ce genre?

M. SCHELL: Non.

M. J. A. CURRIE: Notre collègue a-t-il sous les yeux les chiffres se rattachant aux importations de grain et de produits de la ferme, en regard des exportations?

M. SCHELL: Non, je n'ai que le chiffre global des exportations. Je n'ai pas le chiffre des importations pour les articles en question.

M. J. A. CURRIE: N'est-il pas vrai que les importations. . .

Des VOIX: A l'ordre!

M. J. A. CURRIE: Mon collègue m'a autorisé à poser ces questions. N'est-il pas vrai que le pour-cent de l'accroissement des importations de produits agricoles a marché de pair avec celui des exportations? Qu'il se reporte aux Livres bleus et il s'en convaincra.

M. SCHELL: Je ne saurais me prononcer positivement sur ce point, mais je crois que mon collègue fait erreur. Du reste, la chose a peu d'importance, parce que le prix de nos produits agricoles est presque entièrement réglé par le marché anglais; et les importations de produits entrés au Canada se sont dirigés vers certaines parties du Dominion où il était impossible de se les procurer ailleurs au pays aussi facilement que dans les états de l'Union américaine limitrophes de cette partie de notre pays.

Le prix de ces produits a été modifié d'une manière insignifiante par des importations provenant d'autres pays; je prétends que le montant est si petit qu'il n'a pas changé le prix payé aux agriculteurs du pays pour les produits qu'ils ont envoyés sur le marché anglais.

M. J. A. CURRIE: Combien de millions?

M. SCHELL: Moins d'un million.

M. J. A. CURRIE: L'honorable député prétend-il que les importations des produits de la ferme au Canada ne s'élèvent pas à \$1,000,000?

M. SCHELL: Non, j'ai dit que la différence dans le prix qui pourrait être obtenu ne s'élevait pas à \$1,000,000.

Les exportations des produits manufacturés au Canada ont donné les chiffres suivants:

1896	\$ 9,365,384
1909	28,957,050

C'est une augmentation d'environ 200 p. 100 dans l'exportation de nos produits manufacturés.

M. SCHELL.

Les exportations des produits de nos forêts ont augmenté également d'une façon appréciable de \$26,000,000 à \$39,000,000. Les exportations des produits de nos pêcheries ont augmenté de \$11,000,000 à \$13,000,000 et les exportations des produits de nos mines se sont élevées de \$8,059,650 en 1896 à \$37,257,699 en 1909. Le total de nos exportations en 1896 s'élevait à \$121,013,852, tandis qu'en 1909 il s'élevait à \$261,512,159.

On pourrait demander à connaître ce qui a contribué à produire cette énorme augmentation? Je ne crois pas que nous aurions à chercher bien loin ou qu'il serait difficile de trouver le motif qui nous a permis d'augmenter nos exportations dans toutes les branches que j'ai citées. En ce qui concerne l'agriculture, je crois que nous pouvons reconnaître ce motif immédiatement dans le système d'administration et de progrès qui a été adopté par le Gouvernement et dans l'œuvre excellente qui a été entreprise par notre ministre de l'Agriculture (l'hon. M. Fisher) et son personnel si compétent de fonctionnaires. Je ne suppose pas que nos amis de l'opposition seront d'accord avec moi si je dis que nous avons le meilleur ministre de l'Agriculture que le Canada ait jamais possédé. C'est un homme supérieur, à tous les points de vue, à ceux qui ont occupé sa place avant lui. Du jour où il est entré en fonctions comme ministre de l'Agriculture il a poursuivi des méthodes de progrès. Nos amis de l'opposition disent souvent que le Canada n'a pas dépensé assez d'argent pour l'agriculture et d'autre part ils soulèvent quelquefois des objections, parce que certaines sommes ont été dépensées—mais je sais que leurs plaintes se feront toujours entendre, quelle que soit la méthode administrative employée.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur un ou deux faits relativement au ministre de l'Agriculture. A l'époque de la confédération, le personnel attaché au département comprenait 23 employés permanents. Aujourd'hui, nous avons un personnel de 516 employés, dont 246 sont à Ottawa et l'administration du département comprend douze divisions dont le travail est de la plus grande importance. Parmi ces divisions, nous avons les fermes expérimentales, la division de la laiterie et des entrepôts frigorifiques, la division du bétail, la division sanitaire pour les animaux, le recensement et la statistique, le bureau des graines et d'autres divisions qui sont d'un intérêt moins frappant pour le public.

Peu de temps après l'arrivée du Gouvernement aux affaires, il décida d'accorder à l'Angleterre une préférence sur nos marchés. Comme conséquence de l'introduction de cette préférence dans le régime douanier du Canada, nous pûmes constater que nos exportations augmentaient très rapidement.